Mauvaise réputation

Les affaires d’Orbán Kolompár

Ce n’est pas la première fois qu’une enquête est ouverte à l’encontre du président de l’autorité locale tzigane nationale (OCÖ), Orbán Kolompár. Bien que cet homme politique se déclare innocent, les affaires dans lesquelles il est impliqué ont entaché la réputation de cette organisation majeure de la politique rrome hongroise

«L’OCÖ est incapable de fonctionner correctement, elle est dirigée par des ambitions individuelles, Orbán Kolompár a échoué». Cette déclaration, qui date de 2005, est celle d’un député de l’autorité locale tzigane nationale (OCÖ), Lóránt Kertész, suite à une séance lors de laquelle les membres ont rejeté le bilan de l’organisation dont le président n’a pu expliquer un trou de 35 millions de HUF dans le budget. Quatre ans plus tard Orbán Kolompár est pourtant toujours à la tête de l’OCÖ, bien que deux procès sont actuellement en cours contre lui. Le procureur du département de Bács-Kiskun accuse Kolompár et 5 de ses compagnons d’une fraude de 145,5 millions de HUF.

La société civile Pour l’emploi des Tziganes, fondée et dirigé par Kolompár en 1997, avait remporté des subventions européenne et nationale pour un montant total de 255 millions de HUF en 2006, dont ils ont prouvé une partie des dépenses à l’aide de factures fictives. (L’année dernière le centre des impôts APEH avait déjà poursuivi la société à cause de taxes restées impayées). Outre cette histoire, le procureur de la ville de Kecskemét a porté plainte contre Orbán Kolompár dans une affaire très similaire: lui et ses compagnons ont justifié, à l’aide de factures fictives, des dépenses s’élevant à 7,2 millions de HUF en contrepartie de la subvention attribuée

à une autre association rrome, le Kiskunmajsai Roma Érdekképviseleti Szervezet.

Lors de la séance d’octobre de l’OCÖ, le député Fidesz Flórián Farkas a demandé le départ de Kolompár ainsi que de 28 autres membres sur les 53 que compte cette assemblée. Président du OCÖ depuis 2003, Orbán Kolompár ne souhaite par démissionner de son poste, en revanche il a déjà délégué 80% des ses responsabilités aux 4 vice-présidents. Il se déclare innocent dans chacune des affaires pour lesquelles il est poursuivi et explique sa situation par le fait que ses ennemis politiques ont tout intérêt à détériorer sa réputation. «Ils souffrent de Kolompár-phobie», a-t-il souligné en septembre dernier dans une interview donnée à l’agence de presse MTI. Il justifie son innocence par le fait que, les années précédentes, tous les procès intentés contre lui se sont achevés par des non-lieux, faute d'avoir pu avérer les délits.

Cependant ce ne sont pas seulement les affaires d’Orbán Kolompár qui ont entaché la réputation de l’organisation la plus puissante de la politique tzigane ces dernière années, et ce alors même que la minorité rrome aurait grand besoin d’une représentation forte et irréprochable. L’année dernière, l’un de ses membres, le dirigeant de la municipalité de la minorité tzigane de Mosonmagyaróvár, Elemér Horváth, a été accusé d’avoir envoyé 5 femmes en Autriche en tant que prostituées. Selon les informations de l’hebdomadaire HVG, il avait déjà été condamné pour vol avant d’occuper ses fonctions de président. Mais l’OCÖ était déjà impliqué dans des affaires de détournement de fonds, et ce même avant 2003, sous la présidence de Flórián Farkas, lorsque 25 millions de HUF avaient tout bonnement disparu du budget de l’organisation. Cependant, malgré les irrégularités financières récurrentes et connues, les autorités de contrôles n’ont demandé à l’organisation que de verser des amendes négligeables.

Judit Zeisler

-

Catégorie
Agenda Culturel